

## Ouverture du marché et privatisation

Au **Brésil**, les effectifs des employés de la Poste sont passés de 128.000 à 86.000 en 10 ans. Le syndicat FENTECT demande une mobilisation et le soutien du Réseau pour le rejet de la Loi PL 591 prévoyant la suite de la privatisation de la poste, du secteur courrier en particulier. En 2020, il y a déjà eu 35 jours de grève pour cette lutte. Il y a une stratégie étatique de dégradation du service public afin que les usager·ères se détournent de la Poste et utilisent les entreprises privées. Pour rappel en **France** il y a également une réduction du nombre d'employé·es de 380 000 à 220 000, les facteur·trices passant de 110.000 à 65.000.

En **Suisse**, La Poste a été transformée en société par actions (SA) dont les actions pourraient, sur simple décision du Parlement, être vendues à des investisseurs. Au **Brésil** la Banque Postale a été supprimée alors que c'était la banque d'une majorité de travailleur·euses.

## Précarisation des emplois

Au **Brésil**, la conséquence des privatisations est le développement de la sous-traitance avec une main d'œuvre de plus en plus précarisée par le retour à l'intérim. En **Suisse**, dès qu'un secteur est libéralisé, il est constaté des conditions de travail très en dessous de celles de la Poste Suisse, avec fréquemment l'engagement d'intérimaires à la place d'employé·es fixes et la généralisation du travail à temps partiel. Également l'externalisations à des sous-traitants qui ne respectent pas les normes de la Convention collective de travail.

En **France** : recours à la sous-traitance, régulièrement en cascade, qui se généralise. **La lutte actuelle à Chronopost et DPD de sans-papiers exploités au mépris du droit du travail en est l'illustration. Une motion est proposée au Réseau pour manifester notre soutien à leur lutte.**



Le représentant du **Syndicat des postiers de Palestine** souligne que les Palestinienn·es sont confronté·es à une discrimination tarifaire concernant notamment des colis adressés en Palestine par rapport à ceux adressés en Israël. En plus, certains prestataires internationaux ne reconnaissent pas la Palestine comme destination officielle et refusent des colis qui ne sont pas adressés avec la mention d'Israël. Le syndicat PPSWU demande le soutien du Réseau pour l'envoi d'une lettre à DHL à ce sujet.

**Cette rencontre le démontre : les patrons et les États mènent une politique coordonnée contre les travailleur·ses, précaires, usager·ères des services postaux. Aussi, les contacts pris nous seront utiles pour organiser la solidarité par delà les frontières et préparer des luttes communes.**